

Le savant et la politique

ENTRETIEN AVEC JEAN-FRANÇOIS GOSSIAUX
Maître de conférences à l'École des Hautes Études en Sciences
Sociales, rédacteur en chef d'*Ethnologie française*

CAHIERS DE MÉDIOLOGIE : Un anthropologue peut-il influencer la construction médiatique de l'actualité, dans une région en crise comme la Yougoslavie ?

JEAN-FRANÇOIS GOSSIAUX : Mon expérience me conduit à répondre non. Sur les Balkans en général, tous les traitements journalistiques, j'ai pu le constater, font référence automatiquement au même ouvrage, celui de Paul Garde. Pourquoi ? Pour ses vertus propres, et surtout en raison d'une parution au bon moment, au début des événements de Croatie. Ce n'est pas l'œuvre d'un spécialiste, mais celle d'un universitaire qui n'est pas un historien professionnel, et ne s'embarrasse pas de toutes les précautions scientifiques. D'où sans doute son succès. Il était accessible.

Il n'y a pas de place pour deux références dans le monde journalistique ?

Disons que la demande ne s'est pas manifestée.

Renato
Bertelli,
Profil continu,
1933, Milan,
collection Paolo
Curti.

Y a-t-il beaucoup de spécialistes francophones des Balkans ?

En sciences sociales, quelques dizaines. En histoire, au sens large, byzantinologues inclus, plus.

Les journalistes n'ont pas fait appel à vous au cours de cette crise ?

Dans le conflit croate, oui, au début, mais la situation n'était pas paroxysmique. *Libération* m'a demandé un entretien, qui est devenu un « rebond ». Par la suite, quand j'ai vu sur tous les murs les photos des camps de concentration et la campagne de presse, j'ai fait un texte sur la diabolisation en général et celle des Serbes en particulier. Une réaction d'humeur. J'avais entendu à la radio un journaliste, par ailleurs universitaire, se plaindre de ce que les opposants à la politique serbe subissent le même traitement que les opposants à la guerre d'Algérie. Comme la situation me semblait plutôt inverse, j'ai eu envie de réagir.

Comment expliquez-vous cette vision manichéenne ?

Les réactions dichotomiques actuelles sont parties du conflit croato-serbe. Il y a tout de suite eu un *lobbying* croate actif. Il fallait désigner l'ennemi d'une façon simple. C'était le temps du sac de Vukovar, il y avait des raisons objectives à cette diabolisation. Elle a continué, sans doute, ensuite pour faire oublier un parti pris pro-croate qui, avec le recul, s'avérait politiquement et moralement contestable. Le régime croate n'était pas idéal, le pôle positif ne l'était pas tellement. Il fallait donc une justification *a posteriori*. D'où l'image définitivement fixée du Serbe ravageur et destructeur par nature.

Ya-t-il lieu de déplorer que les décideurs et les médiateurs n'utilisent pas les connaissances objectives accumulées sur les Balkans ? Ou l'idée d'une socio-anthropologie appliquée n'a-t-elle pas de sens ?

Je comprends la situation des décideurs, l'action demande des décisions rapides. Mais ils manquent eux-mêmes d'une formation minimale. Le problème se situe donc en amont.

Une anthropologie scientifique des Balkans (donc en principe non partisane et consensuelle) est-elle concevable, ou plutôt une discussion scientifique des thèses ou travaux respectifs vous semble-t-elle possible, en France, aujourd'hui ?

La balkanologie est difficile en temps de crise, or la crise est récurrente dans cette région. Les balkanologues ont souvent des liens avec tel ou tel pays, par la naissance, le mariage, la langue ou l'affinité. Donc, les postures ne sont pas neutres. La prise de distance n'est pas facile. Mais les discussions entre balkanologues, chacun avec ses sympathies, sont toujours moins dif-

ficiles qu'avec les spécialistes de la 25^e heure, des militants que les journaux présentent comme des experts. Là, peu de discussion possible, faute de références communes. On ne parlait pas la même langue. Je me souviens avoir été interpellé par des collègues non-spécialistes sur le Mémoire de l'Académie serbe, et je me suis rendu compte qu'ils ne connaissaient pas le texte, c'était devenu une référence mythique. Entre spécialistes, on peut diverger sur les conclusions mais au moins on part des mêmes prémisses de fait.

Quelles sont vos revues de référence ?

Il y a quelques revues spécialisées en France, *Balkanologie*, *Études balkaniques*, etc. Elles sont assez confidentielles, et chacune a sa coloration propre, anthropologique ou historique. Elles acceptent des textes d'orientations diverses. Avec, parfois, des incidents à cause de la parution de tel ou tel texte, mais la discussion est acceptée, sur des bases relativement solides. Dans les Balkans mêmes, les spécialistes du cru sont assez souvent en service commandé, d'où des prises de position théâtrales, pour la galerie, mais qui s'apaisent en coulisses.

À quel public vous adressez-vous ? Peut-on, quand on est chercheur spécialisé, s'adresser à plusieurs publics à la fois, sur des modes différents ?

Le premier public est celui des séminaires d'étudiants qui réunissent de 5 à 40 personnes. Le second, c'est le lectorat des revues où nous écrivons, que l'on connaît assez mal. Avec des effets de retard, un décalage assez déroutant entre l'intervention et l'écho.

Perdez-vous en crédibilité auprès des collègues si vous écrivez dans la presse ?

En période de calme, non. Les analyses sont permises. Mais en période chaude, on lit d'une autre façon. Les tribunes, au *Monde* ou à *Libération*, servent d'abord à compter les points. De quel côté se situe Un tel ? C'est la lecture-classement. D'où une perte de crédibilité possible. La crainte, alors, est qu'on interprète toutes vos analyses à travers la position qu'on vous prête, à tort ou à raison. Cet effet pervers mettra du temps à se dissiper. Les collègues en sont plus préservés que les étudiants, qui nous connaissent moins.

Les balkanologues étaient-ils très divisés lors de la « guerre du Kosovo » ?

Oui. Les divisions correspondaient à leur terrain, leur société de prédilection, plus qu'aux analyses elles-mêmes. Chacun sympathise avec les gens

qu'il connaît. On ne peut pas avoir le même regard négatif si on a des amis, des collègues ici ou là.

Le grand clivage, en fait, c'était entre les professionnels et les autres, ceux qui sont intervenus en fonction de l'événement. Clashes, emportements, disputes, entre chercheurs spécialisés, sont circonscrits et négociables. Avec les autres, ceux de la recherche généraliste intervenant dans les médias, la discussion est difficile, sinon impossible. Il y avait osmose entre les médias et les « spécialistes de la dernière heure ». Cela fait réfléchir sur la scientificité des « sciences sociales ». Qu'on puisse arguer de ses positions académiques pour justifier ses opinions personnelles – me semble assez choquant. Soutenir telle armée en guerre, signer telle pétition, c'est une position que je comprends d'un point de vue citoyen. Tirer avantage pour cela d'une position d'autorité, cela me heurte d'un point de vue déontologique. Autre comportement peu déontologique : tirer argument de sa position scientifique dans un certain domaine pour traiter d'un autre domaine. « Je suis prof à l'université, donc je suis compétent », alors qu'il s'agit de disciplines différentes. Cela est gênant. Sauf si on considère que les positions morales, les engagements politiques sont des valeurs supérieures, la connaissance scientifique étant posée comme subalterne à sa conscience philosophique. Ce n'est pas ma position. J'estime que la connaissance est une valeur en soi et, surtout, a sa propre efficacité. Mais dans une autre temporalité, à plus long terme. Le rythme scientifique est lent. Inadapté à la vitesse politique et journalistique. Les bailleurs de fonds ministériels, par exemple, qui commandent les études veulent des résultats rapides. On en vient, pour faire face, à travailler à l'intuition. Or l'apprentissage savant consiste à se méfier de ses intuitions. D'où une contradiction, un malaise.

Donc vous acceptez, disons, comme une contrainte épistémologique, de ne pas jouer un rôle, de ne pas exercer d'influence, de ne pas rentrer dans la bagarre...

Si, je peux rentrer dans la bagarre, mais comme citoyen. C'est la vieille distinction entre les jugements de fait et les jugements de valeur. Les sciences sociales ne peuvent pas avoir le statut de science dure. Mais notre travail est tout de même d'arriver à des jugements de fait, à partir desquels on peut adopter différentes attitudes. Et là c'est une affaire personnelle, pas une question de compétence. Le « scientifique » n'est pas plus qualifié que le plombier ou le cheminot.

J'ai travaillé longtemps dans le laboratoire de Levi-Strauss. C'est quelqu'un qui n'a jamais signé une pétition (sauf très ponctuellement), qui

a refusé de prendre parti. Et pourtant, il a changé notre vision des sociétés de la société. Sans évidemment risquer une comparaison, on peut avoir ce type d'influence, chacun à sa mesure. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas s'engager comme citoyen, sur tel ou tel problème, mais je n'ai pas plus ou moins de raison de m'engager à propos de la Yougoslavie que de la France.

Et vous l'avez fait, sur la Yougoslavie ?

Ma seule participation, je vous l'ai dit, fut une tribune libre et un témoignage dans un procès intenté à une collègue qui publiait dans *Le Monde Diplomatique* au temps de la guerre croato-serbe, et qui avait par ailleurs publié un papier dans une petite revue où elle attaquait un livre écrit par trois auteurs croates d'ici, *la Purification ethnique, histoire d'une idéologie serbe* (Fayard, 1999). Elle avait parlé d'un appel à la haine raciale, et les trois auteurs ont porté plainte en demandant des sommes énormes. J'ai témoigné en sa faveur, car j'estimais que ce livre était scandaleux, d'un point de vue scientifique, non d'un point de vue moral. Aller chercher dans leurs légendes médiévales une explication du caractère guerrier des Serbes, c'est ridicule. Cela étant, je n'ai jamais voulu m'engager politiquement car j'avais des amis des deux côtés, croate et serbe, et je les comprenais les uns et les autres. Or, prendre position pour les uns, c'était aller contre les autres. Prendre position pour les Serbes, je comprenais que c'était insupportable pour les gens qui avaient eu à les subir en Croatie, en Bosnie et au Kosovo; mais en même temps, soutenir « la communauté internationale » comme on dit, je ne pouvais pas non plus le concevoir. Si les récents bombardements sur la Serbie avaient continué, alors, je crois que j'aurais pris parti. Ça tournait au jeu de massacre.

Comment expliquez-vous, à ce moment-là, l'atmosphère de guerre civile dans l'intelligentsia française ?

On a retrouvé un peu l'ambiance des années staliniennes, avec un déplacement sur l'extérieur. Il y avait une ligne incontestablement, non proférée mais implicite. Tout est parti de la Croatie. Le Kosovo, dans les années 80 et 90, n'était pas bon à penser, j'en suis témoin. Les Albanais n'avaient pas droit à la parole. On leur disait pratiquement : « taisez-vous. Votre revendication d'autonomie va justifier les revendications des Serbes de Croatie ». C'était surtout sensible dans la zone de contact entre les médias et le milieu « sciences sociales ». Quand on rentrait dans le noyau dur de notre milieu, ça s'atténuait. Et le discours des spécialistes changeait selon la place d'où ils parlaient, avec ou

loin des journalistes, devant un public élargi ou spécialisé.

Ceux que vous appelez « spécialistes » ont-ils pu déjouer le noir et blanc ambiant ?

Pas toujours. Parce que les médias ont souvent pris pour experts des Balkans les spécialistes de l'Europe centrale. Or ces derniers ont les réflexes du centro-européen, disons, le regard de l'Occident sur l'Orient. C'est une sorte de différentialisme, de culturalisme inconscient, qui peut se comprendre en termes de classes. La guerre de Bosnie, c'était un peu campagne contre ville, la campagne allant jusqu'aux banlieues de Sarajevo. Une guerre ethnique mais aussi une guerre de classe. Les Serbes, ce sont des paysans, avec de surcroît un aspect oriental, mais sans l'exotisme turc, sans le brio ottoman. Il y a eu une sympathie spontanée des spécialistes centres européens pour les citoyens de Sarajevo, qui étaient des gens de culture. Il y a toujours cette représentation du serbe : voyez les dessins de Plantu à la une du *Monde*. Le Serbe, c'est un précipité du balkanique, hirsute, bouseux, brutal. En plus des raisons objectives, la diabolisation a marché aussi à cause de ces représentations.

Et le réseau d'influence serbe à Paris ?

Zagreb est plus proche de l'Occident. Belgrade a gardé un habitus apparatchik plus prononcé que Zagreb, où l'on avait développé plus d'agilité contestataire, plus de compétences en communication. Le mouvement de sympathie pro-croate s'est exprimé très vite, et du coup, les Serbes se sont retrouvés sur la défensive. Les intellectuels serbes d'ici, souvent des opposants à Milosevic, se sont laissés intimider par ce discours et ont tenté de s'y glisser, en accentuant leur discours anti-régime, pour essayer de rentrer dans le milieu, au détriment de leur propre vérité.

Les médias marginalisent le dissonant. Peut-il y avoir le même phénomène en sciences sociales ? Un balkanologue qu'un adversaire peut qualifier de pro-serbe sera-t-il pénalisé dans son milieu ?

Il ne le sera pas dans son milieu de balkanologues. Par contre, il le sera s'il veut en sortir, ou s'il veut étendre ses recherches à la périphérie. Ça ne l'empêchera pas de publier dans des revues, mais ça aura certaines conséquences au-delà. Cela pourra créer, disons, des blocages « inexplicables ». Cela étant, il faut compter avec le temps. Ce qui était tabou à une époque peut être à la mode cinq ans après.

JEAN-FRANÇOIS GOSSIAUX

Les deux Kosovo

Les Albanais et les Serbes du Kosovo reconnaissent volontiers leurs identités respectives, et même leur altérité radicale. Au-delà des représentations, celle-ci se traduit concrètement par une stricte proscription matrimoniale, que l'on rencontre d'ailleurs, d'une manière générale, entre les Albanais et tous les Slaves de la péninsule balkanique (par exemple, en Macédoine). Certes, l'interdit matrimonial est d'une manière générale au principe de la structuration ethnique des sociétés et il est donc logique qu'il sépare les deux groupes en présence. La barrière religieuse (les Serbes sont chrétiens orthodoxes et les Albanais du Kosovo, comme ceux de Macédoine, musulmans) en constitue au demeurant le plus efficace garant. Cependant, même les injonctions de la religion sont impuissantes à assurer l'étanchéité des frontières ethniques, dès lors que l'ethnicité est moins opérante. (Les dernières décennies de la Yougoslavie socialiste en fournissent un exemple, avec la multiplication des mariages entre Serbes, orthodoxes, et Croates, catholiques, de même qu'entre Serbes ou Croates et « Musulmans », et avec la formation consécutive d'une catégorie de Yougoslaves sans appartenance « nationale » – c'est-à-dire ethnique – autre que « yougoslave »). La spécificité linguistique n'explique pas non plus en elle-même le maintien d'un tel isolement matrimonial et ethnique. Dans une aire de contact comme les Balkans, la présence de langues véhiculaires et la compétence plurilinguistique rendent la communication indépendante de ce genre de contingences. En l'occurrence, c'est endogamie et la fermeture ethnique qui entretiennent l'identité langagière, plutôt que l'inverse.

L'altérité des Albanais et des Slaves, et plus précisément, pour ce qui concerne le Kosovo, des Albanais et des Serbes, n'est donc pas réductible à un facteur simple et simplement perceptible, et elle en apparaît d'autant plus radicale. Deux groupes à l'identité claire et reconnue de part et d'autre coexistent sur un même territoire. Dès lors que l'accord ne se fait pas, ou ne se fait plus, sur le mode de partage de ce territoire (ce terme partage n'étant pas pris ici dans un sens géographique, mais dans celui de l'utilisation d'un bien commun, comme on parle de vie partagée), le problème pour chacun d'eux va être de légitimer sa propre conception du partage, une conception qui peut aller jusqu'à l'exclusion de l'autre, ou tout au moins, sa minoration radicale. Il va s'agir de faire valoir des droits à la fois naturels (c'est-à-dire évidents) et sacrés (c'est-à-dire indiscutables). Et vont être invoquées à cette fin la religion, l'autochtonie, l'histoire ; trois opérateurs éminemment efficaces en matière de naturalisation et de sacralisation.

Extrait de « Les deux passés du Kosovo »,
paru dans *Socio-Anthropologie*, n° 4, 1998